

Nîmes : les profs se disent engués "dans une guerre d'usure"

il y a 13 heures 2 AGATHE BEAUDOUIN



Le 16 septembre dernier, manifestation contre la réforme à Nîmes.
ARCHIVES A. B.

[Twitter](#) [G+](#)

L e syndicat enseignant Snes-FSU monte une nouvelle fois au créneau pour dénoncer la réforme du collège.

A moins d'une semaine des vacances de Noël, la colère des professeurs contre la réforme des collèges ne semble pas s'apaiser. Alors que doit se dérouler mercredi 16 décembre, une journée de formation pour son application, une partie des participants se dit prête à boycotter le rendez-vous, tandis que les syndicats, eux, maintiennent la fronde.

Trois mois après leur dernière manifestation à Nîmes, le 16 septembre, les professeurs des collèges se disent toujours "mobilisés". "Dans le Gard, les profs sont majoritairement contre, nous sommes dans une guerre d'usure, affirme Maya Amer-Moussa du syndicat Snes-FSU. On est abasourdis. De nombreux collègues désignés par leur chef d'établissement pour participer au conseil pédagogique et mettre en pratique la réforme avec leurs collègues démissionnent." Tel est le cas aux collèges Les Oliviers, Condorcet ou encore Jean-Rostand où six membres sur onze ont quitté le conseil. À Révolution, une vingtaine de personnes a voté le boycott de la formation du 16 décembre.

Le syndicat critique le contenu du texte et la manière de faire

"Réforme de bureaucrate" pour certains, "texte impraticable", "flou artistique" : rue Bec-de-Lièvre, dans le QG du syndicat, les métaphores se multiplient pour dénoncer non seulement le contenu du texte mais aussi la manière d'agir d'un ministère de l'Éducation nationale devenu celui de "l'éduconomie", qui a rompu le dialogue avec sa base. "La ministre refuse de recevoir les syndicats depuis octobre. Nous avons le sentiment qu'il n'y a qu'un seul mot qui dirige cette réforme : économie, disent deux enseignantes. En salle des professeurs, cette réforme ne convainc personne."

Le texte engendre des modifications en profondeur des enseignements (-162 heures d'enseignement par élève de la 6e à la 3e) avec, entre autres, le développement de l'interdisciplinarité et la disparition de certaines matières. Il accorde aussi une plus grande autonomie aux établissements qui pourront décider "d'un cinquième du contenu des programmes". "L'offre sera différente en fonction des collèges, reprennent les syndicalistes. Quel message le gouvernement veut-il faire passer en termes d'égalité scolaire ?"

Sur ce sujet qui cristallise les tensions - "On ressent un climat hystérique à tous les maillons de la chaîne" -, les professeurs veulent encore croire à une "issue" positive si leur ministère reprend le dialogue. Dans le cas contraire, ils craignent "une rentrée apocalyptique" en septembre, tout en redoutant un deuxième effet déjà flagrant à Nîmes : la fuite d'une partie des élèves vers le privé. Un appel à la grève est d'ores et déjà lancé par l'intersyndicale nationale le 26 janvier.